



**Assemblée générale Conseil de sécurité**

Distr.  
GENERALE

A/41/452  
S/18215  
10 juillet 1986  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

**ASSEMBLEE GENERALE**

Quarante et unième session

Points 25, 39 et 101 de la liste préliminaire\*

LA SITUATION AU KAMPUCHEA

QUESTION DE LA PAIX, DE LA STABILITE ET DE LA

COOPERATION EN ASIE DU SUD-EST

HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES

POUR LES REFUGIES

**CONSEIL DE SECURITE**

Quarante et unième année

Lettre datée du 8 juillet 1986, adressée au Secrétaire général par  
le Représentant permanent de Singapour auprès de l'Organisation  
des Nations Unies

Au nom des missions permanentes des Etats membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) auprès de l'Organisation des Nations Unies, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint le texte d'un communiqué commun sur la situation au Kampuchea, rendu public à Manille le 24 juin 1986.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe en tant que document officiel de l'Assemblée générale au titre des points 25, 39 et 101 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

(Signé) Kishore MAHBUBANI

A/41/50/Rev.1 et Corr.1.

ANNEXE

Communiqué commun de l'Association des Nations de l'Asie du  
Sud-Est (ANASE) sur la situation au Kampuchea, rendu public  
à Manille le 24 juin 1986

1. Les ministres des affaires étrangères ont étudié la situation au Kampuchea et exprimé leur profonde préoccupation face à la poursuite de l'occupation illégale du Kampuchea, qui entre actuellement dans sa huitième année, par les forces militaires vietnamiennes. Ils ont réaffirmé leur conviction que l'occupation militaire du Kampuchea par le Viet Nam viole la Charte des Nations Unies et le droit international ainsi que le droit du peuple kampuchéen à disposer de lui-même et le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat souverain. Elle fait aussi peser une grave menace sur la paix et la stabilité de l'Asie du Sud-Est et met en danger la paix et la sécurité internationales.
2. Les ministres des affaires étrangères ont lancé un nouvel appel en vue d'un règlement politique durable et global au Kampuchea qui aboutisse au retrait complet de toutes les forces étrangères; au retour à l'indépendance, à la souveraineté, à l'intégrité territoriale, à la neutralité et au statut de pays non aligné du Kampuchea; à l'exercice du droit à l'autodétermination; et à la réconciliation nationale au Kampuchea. A ce propos, les ministres des affaires étrangères ont réaffirmé le bien fondé de l'appel commun en faveur de l'indépendance du Kampuchea, rendu public par les ministres des affaires étrangères de l'ANASE le 21 septembre 1983, et ont renouvelé la proposition faite à Kuala Lumpur le 8 juillet 1985 qui prévoit de tenir des pourparlers indirects ou par personne interposée entre le Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique et le Viet Nam.
3. Les ministres des affaires étrangères ont déploré que le Viet Nam continue à rechercher une solution militaire au problème du Kampuchea. Ils ont noté que bien qu'il n'existe pas d'objectifs militaires le long de la frontière entre la Thaïlande et le Kampuchea, les forces vietnamiennes ont continué à monter des opérations militaires contre les camps de civils situés à la frontière, en violation du droit à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Thaïlande. La dernière de ces opérations a eu lieu le 29 mai 1986 et a fait des morts et des blessés parmi d'innocents civils kampuchéens et des villageois thaïlandais vivant le long de la frontière. De plus, des mines, posées dans les zones frontalières, ont fait des centaines de morts et ont grièvement blessé des centaines de Kampuchéens et de Thaïlandais. Les ministres condamnent vigoureusement ces actes de violence prémédités et demandent à nouveau au Viet Nam de s'en abstenir. Ils prient instamment la communauté internationale de lancer un appel dans ce sens au Viet Nam.
4. Les ministres des affaires étrangères expriment leur soutien sans réserve à la Thaïlande pour les actions qu'elle a lancées dans l'exercice de son droit de légitime défense. Ils ont réaffirmé leur solidarité avec le Gouvernement et le peuple thaïlandais en butte à ces provocations venues de l'extérieur.

5. Les ministres des affaires étrangères considèrent que le prétendu retrait annuel et partiel des troupes auquel le Viet Nam a récemment procédé au Kampuchea en mai 1986 n'est qu'une simple rotation de troupes destinée à tromper la communauté internationale, le peuple kampuchéen et le peuple vietnamien lui-même.

6. Les ministres des affaires étrangères ont pris acte, avec une vive inquiétude, du triste sort du peuple kampuchéen sous l'occupation vietnamienne. Les conditions d'oppression qui règnent au Kampuchea, particulièrement la pratique consistant à forcer les civils kampuchéens à travailler dans les zones de combat, ont fait de nombreux morts. Les ministres des affaires étrangères partagent la profonde préoccupation du peuple kampuchéen face aux changements démographiques qu'ont provoqués l'arrivée au Kampuchea d'un nombre croissant de colons vietnamiens et le processus continu de vietnamisation du pays.

7. Les ministres des affaires étrangères ont réaffirmé leur soutien au Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique sous la présidence de Samdech Norodom Sihanouk qui, en restant à la tête de la coalition, contribue de façon vitale et cruciale à la lutte que mène le peuple kampuchéen pour recouvrer son indépendance, sa souveraineté, sa neutralité et son statut de pays non aligné. Ils ont déclaré à nouveau qu'ils appuyaient l'appel à la réconciliation nationale de toutes les factions kampuchéennes lancé par Samdech Sihanouk, qui constitue une étape essentielle pour le retour à l'indépendance et à l'unité nationale au Kampuchea.

8. Les ministres des affaires étrangères ont rappelé leur Déclaration commune, adoptée à Bali le 29 avril 1986, et renouvelé leur appui à la proposition en huit points du Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique pour un règlement politique du problème du Kampuchea. A leur avis, cette proposition peut constituer un cadre constructif pour les négociations et traite des aspects importants du problème du Kampuchea, en particulier des questions capitales du retrait total des troupes vietnamiennes, de l'autodétermination du peuple kampuchéen, des mesures concrètes qui assureraient la réconciliation nationale et du rôle et des obligations du Kampuchea sur les plans régional et international. Par cet appui, les pays de l'ANASE réaffirment leur conviction que le problème du Kampuchea doit être résolu par le peuple kampuchéen lui-même. Les ministres des affaires étrangères ont à nouveau demandé au Viet Nam de reconsidérer son refus de la proposition en huit points et ont instamment prié la communauté internationale d'appuyer cette proposition.

9. Ils ont noté la coopération et l'unité croissantes entre les différentes composantes du Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique qui lutte sur les plans politique, diplomatique et militaire, avec pour objectif clair de libérer leur pays de l'occupation vietnamienne. Ils ont pris acte des effectifs croissants et du bon moral des forces de résistance nationalistes qui combattent plus efficacement pour atteindre cet objectif. Les ministres des affaires étrangères ont été particulièrement encouragés par la coopération et l'appui croissants accordés par le peuple Khmer au Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique, y compris par des partisans déçus du régime fantoche de Phnom Penh.

10. Les ministres des affaires étrangères ont fait part à la communauté internationale combien ils appréciaient l'appui qu'elle accorde au Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique. Le fait que la résolution 40/7 sur la situation au Kampuchea, adoptée par l'Assemblée générale à sa quarantième session, le 5 novembre 1985, a recueilli un plus grand nombre de votes favorables, montre bien l'appui massif de la communauté internationale qui condamne la politique du Viet Nam au Kampuchea.

11. Les ministres des affaires étrangères ont déclaré à l'ancien président de la Conférence internationale sur le Kampuchea, S. Exc. M. Willibald Pahr, qu'ils appréciaient son dévouement ainsi que ses efforts pour favoriser la réalisation des objectifs de la résolution et de la Déclaration adoptées par la Conférence. Ils ont de même fait part au Président de la Conférence, S. Exc. M. Léopold Gratz, ancien ministre des affaires étrangères d'Autriche, de leur satisfaction devant les efforts qu'il a faits en vue de promouvoir ces mêmes objectifs. Reconnaissant les efforts du Comité spécial de la Conférence internationale sur le Kampuchea, les ministres des affaires étrangères ont également remercié pour leur engagement et leur dévouement le Président, S. Exc. M. Massamba Sarré du Sénégal, et tous les membres du Comité. Les ministres des affaires étrangères se sont félicités de la présence de l'ambassadeur Sarré et d'autres membres du Comité spécial à la dix-neuvième Réunion ministérielle de l'ANASE.

12. Les ministres des affaires étrangères se sont déclarés profondément satisfaits des efforts du Secrétaire général de l'ONU, S. Exc. M. Javier Pérez de Cuellar, pour trouver un règlement politique d'ensemble du problème kampuchéen, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. Ils se sont félicités de la présence du Représentant spécial du Secrétaire général pour les affaires humanitaires en Asie du Sud-Est, S. Exc. M. Rafeeuddin Ahmed, à la dix-neuvième Réunion ministérielle de l'ANASE.

13. Les ministres des affaires étrangères ont passé en revue les efforts diplomatiques de l'ANASE pour trouver une solution politique globale et durable au problème du Kampuchea. Ils ont réaffirmé leur détermination de poursuivre leurs efforts de recherche d'une telle solution, comme il est préconisé dans les résolutions de l'Assemblée générale sur la situation au Kampuchea.

14. Les ministres des affaires étrangères ont pris note avec satisfaction des efforts du Ministre indonésien des affaires étrangères, S. Exc. M. Mochtar Kusumaatmadja, qui, en tant que porte parole de l'ANASE auprès du Viet Nam, s'est efforcé d'élargir l'éventail des possibilités pour la recherche d'une solution politique globale et durable du problème kampuchéen, en tenant compte des aspects stratégiques touchant l'avenir de l'Asie du Sud-Est.

15. Les ministres des affaires étrangères ont noté avec un profond regret l'absence de la part du Viet Nam de toute volonté sincère de négocier un règlement pacifique, comme le demande l'écrasante majorité des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. L'ANASE considère les déclarations du Viet Nam comme des variations sur les positions et conditions préalables bien connues de ce pays, lesquelles n'ont guère contribué à une solution politique globale du problème du Kampuchea.

En rejetant la proposition en huit points du Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique, le Viet Nam ne fait qu'illustrer une fois de plus l'intransigeance constante de sa position à l'égard du problème kampuchéen. Les ministres des affaires étrangères ont demandé à la communauté internationale de rester saisie du problème.

-----

